

Notre-Dame des Landes : bienvenue à Notre-Dame-du-Viêtname

Par

Auteur

[Louis de Ragueneil](#)

/ Samedi 9 décembre 2017 à 11:01 1

Pour tenter d'empêcher les gendarmes de libérer la Zad, les militants d'extrême gauche ont construit barricades, fortins et traquenards. Des méthodes de guérilla. © René Bareux

Zadistes. Les services du ministère de l'Intérieur peaufinent le plan d'évacuation de Notre-Dame-des-Landes. Celui-ci évoque la possibilité de morts des deux côtés, forces de l'ordre et "zadistes". L'enjeu pour Emmanuel Macron : affirmer son autorité mais surtout éviter de transformer ce lieu en enfer. Révélations.

C'est la décision qui peut faire basculer le quinquennat. Alors que le rapport des médiateurs sur l'avenir de Notre-Dame-des-Landes doit être remis au Premier ministre après son retour de Nouvelle-Calédonie, le 13 décembre, l'Élysée l'assure depuis des semaines : « *la question de l'ordre public* » sera traitée avec « *beaucoup d'autorité* ». Pour Emmanuel Macron, qui a promis pendant la présidentielle de faire appliquer le droit, si la question de la construction de l'aéroport peut encore se poser, celle de l'évacuation ne fait plus débat : la Zad (zone à défendre) va être évacuée, quel qu'en soit le prix. Les 500 à 600 militants d'ultra-gauche qui occupent illégalement depuis 2008 les 1 600 hectares de bocage et de terres agricoles vont être expulsés.

Constatant une volonté de tuer des gendarmes et des policiers, le ministère de l'Intérieur n'aura d'autre choix que de recourir à la force. L'ancien patron de Beauvau Bernard Cazeneuve n'a-t-il pas prévenu dans son livre *Chaque jour compte* ? Pour évacuer la Zad, il faudrait mobiliser un tiers de tout ce que la France compte d'escadrons de gendarmes mobiles et de compagnies républicaines de sécurité. Des ressources énormes que le ministère de l'Intérieur, comptant tout au plus une dizaine d'unités prêtes à être déployées à tout moment, n'a pas pour l'instant, à l'approche des fêtes de Noël, de l'ouverture des stations de ski, dans un contexte de menace terroriste très élevée. Il ne reste donc plus beaucoup de réserves parmi les 60 compagnies de CRS et les 109 escadrons de gendarmes mobiles.

Mais pour Emmanuel Macron, le sujet a trop traîné. L'opération César lancée le 16 octobre 2012, mobilisant près de 2 500 gendarmes et policiers, avait donné lieu à une vaste tentative d'évacuation les 23 et 24 novembre la même année. Au bout de deux jours seulement, face à la tension et à la violence des "zadistes", en accord avec François Hollande, Jean-Marc Ayrault annonce la suspension de l'évacuation. C'est l'échec, les zadistes ont gagné. Conséquence : le gouvernement a reculé et l'État de droit n'est plus respecté depuis cinq ans.

Des bouteilles de gaz à faire exploser sur les forces de l'ordre

Pendant ce temps les zadistes — principalement des Français, des Allemands, des Belges et des Britanniques — fonctionnent en totale autarcie avec meunerie, boulangerie, conserverie, des fermes d'élevage, de cultures, une armurerie, une brasserie, mais aussi un hôpital de campagne ou encore un quartier général, une salle de spectacle et même un PC radio pour permettre la diffusion sur les ondes d'émissions maison ("Radio Klaxxon") et faciliter les communications, par exemple pour informer de la présence d'une patrouille de gendarmes. C'est un État dans l'État, organisant le racket de ses voisins, qui s'est ainsi développé sous la présidence Hollande.

Par absence de décision politique, le terrain a été "valorisé" par l'adversaire, déplore un haut gradé spécialiste du problème. Explications : les zadistes ont mis en place un véritable camp retranché permettant de se défendre mais aussi de charger les forces de l'ordre, dans le but, il semblerait que ce soit désormais un objectif à atteindre, de tuer. Pour cela, ils ont construit des fortins de plusieurs mètres de haut communiquant entre eux par des cordes et des passerelles, des miradors en bois équipés de miroirs pour éblouir les hélicoptères de la gendarmerie, des palissades avec des barbelés et des pieux derrière lesquelles sont cachées des bouteilles de gaz censées exploser sur les forces de l'ordre, mais aussi des pièges à la vietnamienne pour couper des pieds, d'autres avec des clous plantés dans du béton afin que les gendarmes se blessent en tombant dessus. Un dispositif extrêmement offensif.

Tout a été étudié minutieusement : des "plates-formes", construites en haut des arbres, sont disséminées dans le camp et servent à héberger les zadistes. Lorsqu'un "écobranché" est à 20 mètres de haut dans une tente posée sur l'une d'elles, les forces de l'ordre mettent un temps fou et ont la plus grande peine à le déloger. Sans compter ceux qui menacent de se jeter du haut d'un arbre pour se tuer sur un gendarme, afin de créer un scandale. Plus personne n'exclut d'ailleurs au ministère de l'Intérieur la possibilité d'une « *attaque kamikaze ou le projet fou d'un activiste qui sacrifie sa vie pour la cause* », indique-t-on.

Dans un autre registre, les zadistes ont élaboré une gigantesque "cacapulte" qu'ils alimentent... par bassines de dizaines de kilos d'excréments, stockés pendant des semaines pour en augmenter la toxicité mais aussi dans le but de disposer de quantités suffisantes pour tenir. Dans le même champ lexical, ils ont constitué des réserves d'urine pouvant être projetée... sans compter les litres de peinture prêts à être jetés sur les visières des casques des forces de l'ordre. Imparable et efficace.

Désormais "endurcis" et rompus aux méthodes de subversion, comme un préfet qui maîtrise le sujet le raconte, les occupants ont eu le temps de se former à la guérilla grâce au soutien de Black Blocs ultra-violents, anarchistes de gauche, militants antinucléaires européens acharnés, parmi lesquels on compte quelques « *anciens militaires ayant combattu et tué pendant la guerre de Bosnie, mais aussi des anciens membres des forces spéciales* ». Leur arsenal fait peur. S'ils disposent d'une provision d'armes difficile à évaluer par les services de renseignements, on sait néanmoins qu'ils possèdent au moins plusieurs dizaines d'armes de poing, à grenaille, des armes de guerre, des fusils de chasse et un important stock de munitions arrivées de toute l'Europe, réparti dans deux dépôts sur le camp. Sans compter les bouteilles incendiaires en deux temps, les cocktails Molotov et les boules de pétanque remplies... De quoi tenir un siège pendant deux mois !

Des moyens hors norme pour évacuer la Zad en 15 à 18 jours

Lors de la dernière tentative d'évacuation de 2012, les activistes, qui puisent leurs méthodes dans un "guérilla kit", n'ont pas hésité à tendre des pièges en laissant des gendarmes sortir des véhicules de transport avant de s'en prendre aux conducteurs restés seuls en arrière, mais aussi en s'attaquant aux convois par les flancs, ou encore en creusant de grandes tranchées empêchant tout véhicule, excepté un char, de passer. Se déplaçant à vélo, ils disposent en outre de médecins et d'étudiants en médecine qui évacuent et exfiltrent leurs blessés des combats et les soignent.

Disposant de peu d'effet de surprise, les autorités savent que la Zad est techniquement évacuable en

15 à 18 jours. Cette confrontation qui sera dure nécessitera qu'on leur donne les moyens suffisants, c'est-à-dire au minimum une trentaine d'unités de forces mobiles (plus de 2 200 effectifs), au moins trois hélicoptères en permanence pour se relayer afin de suivre la situation depuis le ciel et permettre d'éclairer une grande zone de nuit. Une source haut placée évoque même la possibilité d'un appui technique des armées — toute opération de contact physique est exclue —, pour faire notamment du transport de troupes par hélicoptère, ou bénéficier d'unités ultraspécialisées pour faire du brouillage, de la neutralisation radio, de la détection de chaleur ou encore pour investir la zone au moyen d'unités de cavalerie.

Les forces de l'ordre auront aussi besoin de l'appui du groupement blindé de la gendarmerie mobile (GBGM), d'unités de haute montagne, d'équipes d'extraction pour le "haut du spectre", de lanceurs d'eau pour bloquer les axes routiers, de véhicules tout-terrain, de tracto-pelles du génie, de barres-ponts permettant de bloquer un axe en toute étanchéité, mais aussi de drones tactiques pour tout filmer et éviter les dérapages ou toute manipulation médiatique de la part des zadistes.

Un appui aérien de l'aviation de chasse française n'est pas exclu pour faire des photos d'excellente qualité, aidant à la manoeuvre. Pour venir à bout de ce type de siège, les forces de l'ordre recourent enfin à l'effet de saturation, en étant partout et en se défendant sans cesse, tout en concentrant méthodiquement leurs efforts pour reprendre le terrain mètre par mètre. Un dispositif qui impose aussi à l'arrière des capacités logistiques de ravitaillement, d'intendance, de repos, mais aussi un dispositif médical poussé.

Une fois l'évacuation faite, après la levée d'obstacles juridiques comme celui de la trêve hivernale telle qu'établie par la loi Alur empêchant une intervention avant fin mars, un conseiller ministériel reconnaît que le « *plus dur* » sera de « *tenir cette zone dans la durée* ». Il ajoute : « *Nous ferons tout pour que les autres Zad comme Bure ne dérapent pas.* »

Le président le sait toutefois : les Français ne supportent plus le chaos que souhaite mettre en place l'extrême gauche et l'absence d'autorité des hommes politiques. Ils sont d'ailleurs 58 % aujourd'hui à souhaiter l'évacuation des zadistes en recourant à la force (sondage Ifop pour le syndicat mixte aéroportuaire). La balle est désormais dans son camp.